

VARIATIONS SUR L'AFRIQUE

PAR

Jean-Pierre COLIN

Les rares amateurs de cette chronique s'interrogeront peut-être sur le thème retenu cette année : fallait-il, après tant de champs conceptuels, de la politique étrangère à la justice internationale en passant par le droit humanitaire, s'arrêter sur un espace concret, un continent, un mythe aussi, il est vrai ?

Ce peut être une occasion de réfléchir un instant sur la condition du chercheur en sciences sociales, plus précisément en Relations internationales, dès lors que, sortant du monde des idées, de l'univers des abstractions, de l'empyrée des modèles, il se confronte à la réalité concrète. Certes, il est, comme chacun de ses congénères, soumis aux exigences de rigueur inspirées des sciences exactes, mais son objet s'y prête assez peu. L'événement brut n'est ici presque jamais donné comme tel : à peine formulé, il est déjà le fruit d'une interprétation. L'Iran, lié par le Traité de non-prolifération nucléaire de 1968 se préparerait-il à se doter de l'arme nucléaire, bien qu'il le nie officiellement ? Ses efforts dans la recherche atomique semblent pourtant l'y conduire, ce qui n'empêche pas certains Etats de plaider pour un compromis en vertu duquel Téhéran serait admis à devenir un pays du seuil, à même de se doter des armes auxquelles il a renoncé, mais sans franchir le pas – d'autres Etats, qu'apparemment tout sépare, Israël ou l'Arabie saoudite, appelant de leurs vœux des sanctions radicales. Devant de telles marges de jugement, investi de responsabilités qui le dépassent, le chercheur hésite, tergiverse avec lui-même ou encore fait entrer dans son raisonnement ses conceptions géopolitiques, elles-mêmes aussi incertaines que le système auquel elles s'appliquent. Et il peut prendre un parti plus ou moins tranché – ses idées dessinant parfois un ciel lourd de menaces. C'est ainsi par exemple que, convaincue du danger que ferait peser sur le monde un régime dictatorial aveuglé par ses certitudes, une spécialiste aussi avisée que Thérèse Delpech n'hésite pas à anticiper et, devant la difficulté d'une attaque aérienne, décrit à l'envi ce que pourrait être une attaque de missiles contre les sites iraniens identifiés par les Occidentaux, sans s'étendre vraiment sur les effets secondaires probablement désastreux qu'aurait une telle agression, à commencer par la déstabilisation en profondeur des régimes politiques arabes dits « modérés ».

D'une certaine façon, on a pu le constater souvent aux Etats-Unis durant ces dernières décennies, le chercheur en Relations internationales, dès lors qu'il est reconnu comme tel par l'établissement, peut en quelque sorte disposer brusquement du feu de la guerre, tout en travaillant paisiblement dans son cabinet. En soi, ce n'est d'ailleurs pas une absurdité criminelle, on a assez regretté que les avertissements de quelques esprits n'aient pas été entendus lors de la montée en puissance du nazisme, alors que ses sbires n'avaient nullement caché leurs intentions véritables. De la sorte, si la matière soumise à l'internationaliste est fréquemment insaisissable, inconstante, évanescence, si elle lui échappe souvent à peine a-t-il cru la décrire, l'effet en retour des paroles qu'elle finit par lui arracher peut être terrible. Il joue toujours plus ou moins avec le feu de la guerre et lorsque, sa reconnaissance aidant, il devient le familier de décideurs d'autant plus empruntés que, comme toujours, leurs

conseillers leur présentent différentes options entre lesquelles leur formation ne leur permet guère de choisir, le spécialiste peut faire pencher la balance du destin.

Si les mathématiques donnent au chercheur la plénitude de la liberté dans un monde idéal, si les sciences physiques le projettent dans l'infiniment grand ou l'infiniment petit, encore plus fascinant, l'étude des Relations internationales le plonge dans le monde des peuples. Son travail n'est plus seulement intellectuel, il devient spirituel, impliquant autant les vertus de l'âme que les capacités de l'esprit. Il doit se dégager de ses préjugés, de ses habitudes de pensée, de l'emprise que peuvent avoir sur lui des idéologies rassurantes ; il doit autant craindre l'émotion de l'instant que la haine éprouvée à l'égard de certains adversaires, mais également se méfier aussi bien des illusions angéliques que des diabolisations à la va-vite. Ainsi mis en scène, le personnage qu'on peut comparer à un historien de l'instant, dans la mesure où il doit inscrire l'événement du jour dans la longue durée, court le risque de commettre des crimes contre l'esprit : sans parler des faiblesses impardonnables de votre serviteur à l'endroit de la Grande révolution culturelle prolétarienne – où l'hostilité à l'égard du totalitarisme soviétique le disputait à la fascination pour un certain Tiers-Monde – et qui n'eut que le mérite d'être un vaccin sans rappel, les plus grands intellectuels se laissent parfois abuser. On se souviendra longtemps du soutien enthousiaste apporté par Michel Foucault ou d'autres philosophes, tel René Scherer, à l'entreprise génocidaire des Khmers rouges, puis, récidivistes, à la Révolution iranienne, ou encore de l'approbation encore plus surprenante de Claude Lefort de l'attaque israélienne du 5 juin 1967..., alors que, loin d'être le réflexe défensif d'un Etat menacé dans son existence, elle amorçait la mise en œuvre du plan élaboré dès 1929 par Wladimir Jabotinsky, un projet purement colonialiste, dénué de tout rapport avec la Shoah et pour cause, sachant que le père, aujourd'hui centenaire, de Benjamin Netanyahu était alors le secrétaire du dirigeant sioniste de droite, opposé de façon virulente aux sionistes de gauche, d'inspiration marxiste. La lucidité est à coup sûr la première vertu du chercheur en sciences sociales, *a fortiori* en Relations internationales. Pour autant, elle est difficile à définir, tant les variables sont nombreuses, sachant qu'elle comporte toujours une part de subjectivité qui sera seulement tempérée au fil des ans par l'expérience acquise, parfois au prix fort.

L'AFRIQUE AU PERIL DE SES OBSERVATEURS

S'agissant de l'Afrique, la difficulté redouble, dans la mesure où les idées reçues sur le continent ont la vie dure. Durant longtemps, un seul paramètre fut retenu : l'Afrique est avant tout ethnique et tous ses maux en procèdent. Ou alors, autre version remise à la mode par des politiciens français : elle nous est inconnaissable parce qu'elle est restée du côté de la pensée magique et n'est pas entrée dans l'histoire, la nôtre, la seule. Ou bien encore, dans la même foulée : l'Afrique peut évoluer, mais à condition qu'elle applique nos recettes de démocratie et de bonne gouvernance. Sans parler, à l'autre extrémité de l'eurocentrisme, de ceux qui ne la voient que comme une victime d'un impérialisme toujours vivant. De telles interprétations, souvent inspirées par l'esprit de supériorité – le pire ennemi de la clairvoyance –, comportent pour autant leur part de vérité qu'il serait mortel d'écarter.

L'observateur du continent africain doit ainsi parer à des dangers contradictoires qui font de son travail un perpétuel paradoxe. Certes, il doit se dégager des lieux communs de la pensée occidentale sur le sujet, éviter de tomber dans un africanisme qui peut être aussi pesant que l'a été naguère un certain orientalisme. Il doit prendre le continent africain pour ce qu'il est aujourd'hui, nourrissant sa réflexion d'enquêtes sur le terrain qui, en réalité, ne sont pas plus difficiles à conduire qu'en d'autres lieux, parfois plus problématiques, l'Afrique

ayant l'avantage sur bien des régions du monde de se partager entièrement entre les grandes langues véhiculaires de notre époque.

Il doit aussi se garder de céder à des effets de mode, de sombrer dans l'afropessimisme... ou de se laisser porter par la vague actuelle de l'afro-optimisme, tout basculant brusquement dans certains médias : les taux de croissance élevés de ces dernières années dans la plupart des économies africaines, les épousailles plus ou moins discrètes de la Chine et de l'Afrique – plus d'un million de Chinois y vivent d'ores et déjà –, la redécouverte des extraordinaires ressources d'un continent oublié, le dépérissement des guerres civiles, la montée en puissance d'une population plus jeune que partout ailleurs, la configuration douloureuse, mais effective, des mégapoles de demain, nombreuses sont les raisons d'un certain revirement de l'opinion. L'Afrique est désormais parfois décrite sur un ton nouveau, ne serait-elle pas l'avenir de la Terre ?

L'observateur doit garder son sang-froid et éviter au moins deux écueils. Il ne doit pas surévaluer ses moyens d'analyse. Immense continent tournant autour d'un milliard d'habitants, bientôt deux, l'Afrique est un défi à toute tentative de synthèse : quelles que soient les lignes de force retenues, elles n'épuiseront pas le sujet, à plus forte raison à une époque de bouleversements, liés au processus de globalisation à l'échelle mondiale, probablement aussi profonds que l'avait été, plus d'un siècle auparavant, l'irruption des colonisateurs. Les changements qui s'y produisent sont perceptibles à l'œil nu, mais font rarement l'objet d'analyses de caractère scientifique. C'est ainsi que la montée en puissance d'une classe moyenne, phénomène assez général dont les liens avec l'essor des procédures démocratiques sont essentiels, n'a pas été jusqu'à présent soumis aux rigueurs de la description quantitative – et c'est pourtant un champ d'investigation fondamental.

Pour autant, l'observateur, en particulier l'observateur étranger au continent, doit se défaire de la fausse humilité à laquelle on l'invite souvent : « tu n'y connais rien, ce n'est pas à toi, sous-entendu un Occidental aveuglé par des arrière-pensées conscientes ou non, de juger des choses ; laisse l'Afrique aux 'Africains' ». Cette invite pernicieuse, encore très fréquente, est l'écho contemporain de l'âge marxiste, où l'intellectuel était pressé de s'effacer, y compris en lui-même, devant le militant qu'on souhaitait au demeurant qu'il devînt. Combien de philosophes auront encensé les régions communistes, dont pourtant l'une des premières mesures dans le domaine de l'enseignement avait été de supprimer leur discipline pour la remplacer par un endoctrinement marxiste-léniniste ! Il n'y a pas de liberté pour le chercheur dans l'univers du terrorisme intellectuel. Humble il doit être, certes, devant l'extrême complexité de la réalité, conscient néanmoins de l'extraordinaire force de l'esprit, seule à même de fonder des paradigmes pertinents – mais qui ne le seront que si le doute méthodologique continue à habiter leurs créateurs.

L'AFRIQUE EXISTE-T-ELLE ?

On peut précisément en douter, en dehors de considérations relevant de la géographie physique. C'est ainsi, par exemple, que la prégnance de l'arabité reste forte au nord du continent, dans l'Afrique dite blanche, et que l'impression peut prévaloir d'un véritable hiatus entre l'Afrique du Nord et les régions sahéliennes. La Libye se montre impitoyable avec les émigrés venus du Sud et elle a même accepté de servir de barrière à l'Italie en échange d'importants investissements, sans se soucier du sort de jeunes Sahéliens dépourvus de tout – et régulièrement massacrés. Dans un autre ordre d'idée, le Maroc, qui a quitté l'Union africaine lorsque la république arabe sahraouie y fut admise, se développe avant tout dans

une triple relation avec le Golfe, gros investisseur dans le Royaume, l'Union européenne et les Etats-Unis, avec lesquels il a signé un traité de libre-échange, à l'instar de la Jordanie, mais aussi de la Tunisie et de l'Egypte. La dimension africaine du Royaume chérifien peut sembler ainsi passer au second plan. L'Egypte elle-même ne regarde guère vers le Sud, une région encore tumultueuse, de la Somalie à l'Ethiopie en passant par une Erythrée à la fois chrétienne et musulmane, en pleine crise de nationalisme aigu et actuellement totalement fermée sur elle-même. L'Algérie, en dépit d'un discours traditionnellement africaniste, ne fait avec les pays africains, Maghreb compris, qu'un pourcentage dérisoire de son commerce extérieur, ses échanges restant centrés sur l'Union européenne et les Etats-Unis ; elle n'a donné aucune suite à des projets, envisagés dès l'époque coloniale, repensés durant les premières années de l'indépendance et qui eussent consisté à relier la côte méditerranéenne à l'Afrique occidentale par des voies ferrées ou des routes modernes, ces dernières s'arrêtant toujours à Tamanrasset ou dans les oasis de la Sahoura.

De telles situations ne sont toutefois pas propres au nord du continent. C'est d'une façon très générale que l'Afrique connaît un développement excentré qui, sans qu'on puisse pleinement ratifier l'idée déjà ancienne de Samir Amin, une croissance sans développement, se fait pour une bonne part au bénéfice et selon les intérêts des partenaires extérieurs – récemment encore Philippe Hugon l'a bien montré.

Les choses commencent à changer et les programmes d'intégration continentale se sont multipliés, le fameux NEPAD par exemple, et il n'est plus absurde de penser que cette intégration, susceptible de faire exploser des économies aujourd'hui trop étroites, est autant dans l'intérêt des partenaires de l'Afrique, par exemple de l'Union européenne, que dans celui des Africains eux-mêmes. Il y a comme une logique de situation qui va dans ce sens. Si les Chinois sont très présents sur les deux rives du Congo, le Congo-Brazzaville et le Congo-Kinshasa n'ayant encore que des échanges très limités, chaque économie étant tournée vers l'extérieur, ce sont des entreprises chinoises qui vont interconnecter les réseaux d'électricité et aussi, dans les années qui viennent, entreprendre la construction tant attendue, mais parfois redoutée, d'un pont entre les deux capitales qui, du jour au lendemain, fera surgir une nouvelle mégapole de 15 millions d'habitants.

L'unité de l'Afrique n'est encore ainsi qu'un plan pour l'avenir, mais elle s'y inscrit aussi inéluctablement que celle des autres continents, à commencer par l'Europe, dont on a également longtemps pensé qu'elle n'existait pas vraiment.

UNE UNITE POLITIQUE

S'il est un domaine où s'est d'ores et déjà concrétisée l'unité continentale, c'est celui de la diplomatie et de la politique internationale. Dès les indépendances, avec la mise en place de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'habitude fut prise par les dirigeants des nouveaux Etats de se rencontrer très souvent, à intervalles réguliers ou dans l'urgence lorsque c'est nécessaire, dans un climat de grande complicité, quels que soient les aléas du quotidien de chacun d'entre eux. Albert Bourgi, qui fut souvent de ces conférences, en a bien décrit l'ambiance très particulière, qu'on ne retrouve vraiment qu'en Amérique latine. Le souvenir du colonialisme, la jeunesse de leurs systèmes, le sentiment d'une nécessaire solidarité en face des puissances extérieures en sont probablement les principaux ressorts.

Cette unité politique s'est plus fortement dessinée encore avec la création de l'Union africaine qui, sur le papier, se veut un système d'intégration. Sans le crier sur les toits, la

nouvelle organisation tourne le dos à la politique de non-intervention dans les affaires étrangères de ses membres et s'érige désormais en arbitre des conflits internes dont elle a appris qu'ils menacent la paix. Ces dernières années, ses interventions furent multiples, au Zimbabwe, en Afrique occidentale et, actuellement, au plus haut degré, en Côte-d'Ivoire.

Un certain équilibre s'est ainsi établi sur le continent. Il n'est pas question de faire de l'Afrique une seule entité, comme en avaient rêvé certains pères fondateurs, le président N'Krumah en particulier. Les Etats-nations, parfois artificiels au départ, se sont affirmés au fil des générations. Il est vrai que la Haute Volta a pu exister ou non en tant qu'entité administrative à l'époque française ; il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui une nation s'est concrétisée, avec ses mythes, ses héros, ses rivalités – et les conflits qui l'ont quelquefois opposé à ses voisins le Burkina Faso.

Dans cette dialectique africaine, si l'indépendance de chaque Etat membre est fondamentale, elle ne signifie pas que leurs gouvernements peuvent tout se permettre. Une sorte de charte implicite s'est imposée, déjà explicitement présente dans les nouveaux statuts de l'Organisation, en vertu de laquelle seuls des régimes légitimes peuvent garantir la paix à leurs frontières. Et même si les exceptions sont encore nombreuses, peu à peu l'exigence démocratique est au cœur de tout règlement des éventuels conflits.

Relevons encore que cette vision africaine des relations internationales est largement relayée par le Groupe africain aux Nations Unies, dont l'activité, bien mise en évidence par André Faye, est très importante. Comprenant cette fois en son sein le Maroc, mais pas la République sahraouie, non membre des Nations Unies, le Groupe est, dans sa continuité, le creuset d'une vision africaine des Relations internationales. Sous bien des angles, en dépit de la faiblesse intrinsèque d'un continent encore dominé de l'extérieur, l'Afrique est peut-être plus en avance qu'on ne le croit sur la voie de son intégration politique, si on veut bien la comparer à l'Europe ou à l'Asie.

LE PARADIGME DEMOCRATIQUE

C'est certainement la proposition la plus discutée : alors que la génération précédente estimait, tel Jacques Chirac, que la démocratie était un luxe inutile pour l'Afrique au stade de développement qui était le sien, les débats indispensables à une politique raisonnée ayant lieu au sein du parti unique, l'échec patent des régimes autoritaires a renversé la vapeur. Désormais, les discours s'organisent autour du principe démocratique, le seul à même de pacifier durablement des Etats exposés à des coups de force en série.

La réalité a largement rejoint la fiction, une majorité de pays connaissant aujourd'hui des élections qui sont le plus souvent accompagnées de nombreuses précautions, en particulier d'une observation internationale procédant des institutions officielles, Nations Unies, Union africaine, Union européenne ou encore organisations régionales, mais aussi de nombreuses organisations non gouvernementales, dont certaines, telle la Fondation Carter, se sont spécialisées dans cette mission, et encore des ambassades présentes en Afrique, les ambassades américaines étant très actives.

Un nouveau contexte s'est ainsi forgé peu à peu depuis 1990 – et les débats théoriques sur la possibilité ou non de transférer sur le continent africain des pratiques politiques venues d'ailleurs ont perdu de leur intérêt. Dans un certain nombre de sociétés africaines, des élections à intervalle régulier sont, de fait, devenues une exigence primordiale de la

population et en même temps une garantie vitale contre les troubles civils qui menacent jusqu'à l'unité même d'Etats encore très jeunes.

Un mouvement aussi puissant n'est pas allé sans difficultés. Souvent nombreux à se mobiliser au début d'un processus de démocratisation, les électeurs peuvent se décourager si les réformes attendues tardent à venir, si la misère persiste sans véritable remède et le taux de participation peut chuter durablement. C'est le cas lorsque, pour diverses raisons, la compétition n'est pas suffisamment ouverte. Rien, en définitive, ne différencie le corps électoral africain de ses homologues à travers le monde.

Familier des missions d'observation, au titre de l'Union européenne ou de la Francophonie, ayant suivi des opérations référendaires, présidentielles ou législatives dans des pays très différents les uns des autres, Madagascar ou le Sénégal, le Mali, le Niger, le Bénin ou la Centrafrique, le Gabon ou la Mauritanie, je peux témoigner que l'élan des citoyens trop longtemps écartés de la délibération politique est souvent extraordinaire. Lorsque j'assistai aux premières consultations malgaches après la chute d'un régime inféodé à la Corée du Nord, je fus saisi d'une grande émotion en voyant dès le matin se presser devant les bureaux de vote jeunes et vieux, hommes et femmes, civils et militaires, prêtres, bonnes sœurs ou encore chefs traditionnels. Je retrouvai au fond de moi-même un souvenir de mon enfance lorsque, en 1945, les femmes de ma famille se rendirent aux urnes pour la première fois, elles qui parfois avaient ironisé sur les suffragettes si nombreuses déjà avant 1914 et qui maintenant, les larmes aux yeux, se rendaient à la mairie avec le sentiment d'accomplir un devoir religieux – ce que le curé leur avait d'ailleurs bien expliqué, afin qu'elles votent pour les partis favorables à l'école libre...

Nulle part, je n'ai été déçu et, le moment du dépouillement venu, le temps retrouvé est là qui veille : ne rappellent-ils pas notre III^e République, ces instituteurs qui, avec les soins les plus méticuleux, recomptent bien des fois les bulletins dans une salle de classe éclairée à la bougie, suivis attentivement par un public exigeant ! A ce stade, la fraude est absolument impossible.

Il existe évidemment des écueils. La collecte des résultats comporte des dangers de manipulation. Elle fait d'ailleurs l'objet des plus grands soins et, pour une éventuelle rectification ultérieure, les urnes sont généralement rescellées et réunies dans un chef-lieu. De plus, munis de leurs portables, les représentants des partis politiques ou des candidats recensent pour leur compte les résultats, les observateurs étrangers étant quelquefois assez nombreux, comme ce fut le cas récemment en Côte-d'Ivoire, pour le faire également. De plus en plus, le recours à l'informatique et aux ordinateurs réduit sensiblement le risque de tromperie. En 2009, lors des élections présidentielles de Mauritanie, de jeunes informaticiens étaient présents dans les bureaux de vote les plus éloignés, avec leur matériel.

En amont des consultations, l'établissement du registre électoral est parfois un véritable casse-tête, du fait notamment des problèmes liés à la nationalité et à sa preuve. En Côte-d'Ivoire, où les immigrés sont très nombreux, où la dangereuse idéologie de l'ivoirité est encore présente, la tâche fut confiée à un cabinet privé de consultants qui, aux frais de l'Union européenne, travailla pendant deux ans pour aboutir à un résultat qui fut validé par tous les candidats, une issue à vrai dire inespérée.

On doit ici faire une remarque complémentaire. Si coûteux qu'ils soient – on estime à plus de 2 milliards de dollars les frais engagés en Côte-d'Ivoire pour aboutir à la fin de la partition du pays et au scrutin présidentiel, un cas extrême il est vrai –, les préparatifs des consultations électorales sont loin de ne servir qu'à leur objet propre. Ils permettent de

mieux connaître la population, spécialement dans les pays les plus pauvres, et de développer l'usage des nouvelles technologies de la communication. A cet égard, ils sont pleinement partie prenante du développement.

Les dernières élections présidentielles en Côte-d'Ivoire ont débouché sur une crise de régime un peu comparable à celles qu'ont connue ou que connaissent le Zimbabwe ou Madagascar. Sans imaginer ce qui va se passer, ce qui est impossible à l'heure où nous écrivons sous la férule de l'éditeur, je crois pouvoir dire qu'elles ont pourtant été exemplaires : la forte participation au second comme au premier tour, la répartition du suffrage largement conforme aux prévisions, l'absence totale d'une influence religieuse quelconque dans le scrutin, l'effet très relatif de la dimension ethnique, tout a contribué à prouver la maturité du peuple ivoirien.

La crise est en même temps à la mesure des temps nouveaux : les organisations africaines, les organisations internationales, le Conseil de sécurité lui-même se sentent investis de la mission de faire respecter le choix des électeurs et l'unité des pays. Quoi qu'il arrive, je peux témoigner, par une certaine familiarité avec la jeune nation, que la population est décidée à en finir avec la violence, même si certains groupes s'y entraînent encore. Echec ou non du processus de pacification de la société ivoirienne – il ne serait que provisoire –, la consultation de 2010 restera un moment crucial de la construction nationale.

De ces circonstances particulières, je crois pour autant possible de m'évader. L'envie me saisit de prendre du recul et de tenter de décrire les lignes de force qui constitueront, au fil de ce siècle, les chances d'un continent trop longtemps violé, opprimé, méprisé. Elles m'apparaissent dans tout leur éclat et dessinent le mode d'inscription dans la mondialisation qui, à n'en pas douter, sera celui de l'Afrique.

UN CONTINENT DES ESPRITS

Profondément catholique, dans une famille christianisée des siècles plus tôt, Léopold Sédar Senghor se retirait parfois dans un bois sacré de la petite côte pour s'entretenir avec ses ancêtres. Quelques années plus tôt, Maurice Barrés, agnostique de conviction, chrétien de civilisation, aimait lui aussi parler avec ses aïeux dans le petit cimetière vosgien de Charmes. L'Europe actuelle, percluse de désenchantement, n'a plus qu'un regard ironique sur ce qu'elle perçoit comme d'anciennes superstitions, peu en harmonie avec le matérialisme ambiant.

Les Africains échappent à cette table rase d'un passé séculaire. Ils se situent volontiers sur plusieurs plans. De jeunes étudiants, parfaitement adaptés aux études scientifiques, n'en laissent pas moins leur pensée perméable à tout un univers des Esprits, où le merveilleux le dispute souvent à la diabolité. C'est ainsi que de nombreux exemples de sorcellerie restent intégrés dans le passé commun, y compris chez les jeunes d'aujourd'hui, liés à un passé légendaire ou, au contraire, nés des événements les plus récents. On vous dira couramment que le sommet de certaines montagnes est réservé aux initiés et que les non-initiés qui ont tenté de violer l'interdit ont disparu définitivement. Ou encore qu'un homme a été tué en passant dans un village et que ses ancêtres ont fait mourir un à un les habitants du village qui a disparu, mais dont on peut encore vous montrer les traces. En promenade dans la montagne de Man, au nord-ouest de la Côte-d'Ivoire, un ami intime, par ailleurs parfaitement rationnel, me raconte que ce sont les Esprits qui construisent et entretiennent les ponts de lianes. La veine est loin d'être épuisée. A l'heure de la construction des réseaux routiers modernes, on vous dira parfois qu'une roche traditionnellement vénérée a été

détruite pour laisser passer la nouvelle route et que les anciens du village l'ont fait repousser chaque nuit jusqu'à ce qu'on veuille bien la contourner. Au Congo-Brazzaville, lors de la guerre civile dite du 5 juin 1997, les Sudistes tentèrent de démolir un pont stratégique sur la rivière Léfini, à Mbouambé, qui permettait l'acheminement des troupes de leurs adversaires du Nord vers le Sud : chaque nuit, les anciens du village ont entrepris la destruction mystique du pont, rendant sa démolition physique impossible.

Pour reprendre la métaphore barrésienne, l'Afrique est restée un lieu où souffle l'Esprit. Cette attitude ambivalente, à la fois enchantée et rationnelle, a rendu les Africains extraordinairement réceptifs aux religions révélées qui, peu à peu, se sont disputées leur continent. Elles n'ont pas pris racine sur un sol désertique, mais se sont greffées assez naturellement sur le socle des ancêtres, dont elles ont seulement accompli les promesses intuitives. Si l'Eglise, d'abord incapable de le comprendre, a détruit de multiples trésors artistiques au nom de la lutte contre le fétichisme, elle a changé d'attitude et encourage aujourd'hui des formes nouvelles d'acculturation. Une des manifestations les plus éclatantes de celles-là s'exprime dans l'office de la messe qui, des quartiers populaires aux centres de villes, emprunte beaucoup aux musiques et aux danses traditionnelles : lors de l'offertoire, par exemple, les fidèles chantent d'admirables mélodies, et se mettent à danser. Il n'y a que dans les pays du Sud qu'on peut voir les prêtres, les évêques danser dans l'allégresse avec leur public.

Quant aux grandes manifestations de l'esprit divin, que le refus du relativisme interdit de prendre pour des symboles, qu'il s'agisse de l'immaculée conception, de l'ascension de Jésus ou de l'assomption de sa mère, elles sont parfaitement en accord avec la vision africaine d'un autre monde, sans lequel le nôtre resterait dénué de sens. L'Islam ne fait pas exception et le croyant n'a pas de peine à imaginer le prophète Mahomet s'envolant vers le ciel en chevauchant son cheval ailé !

De la sorte, l'Afrique est la terre d'élection des deux grandes spiritualités, les traditions empêchant jusqu'à présent les dérives fanatiques qu'on peut connaître sous d'autres cieux. Elle ne manque d'ailleurs pas de créativité dans ce domaine, qu'on songe aux rituels du Golfe de Guinée, spécialement chez les Yoroubas qui, inspirés de l'animisme, seront à l'origine du Vaudou en Haïti et engendreront au Brésil le Candomblé, une spiritualité qui ne craindra le syncrétisme ni avec le Christianisme ni avec l'Islam, ou encore les messianismes de l'Afrique équatoriale, le Kibanguisme par exemple, toujours très vivants. Celui qui a le souci de se prémunir contre l'empire extrême que peut prendre une religion sans concurrence se réjouira seulement qu'il y en ait plusieurs et qu'elles soient condamnées à cohabiter.

A cet égard, se produisent des changements qui marqueront le XXI^e siècle. Chez les Musulmans, par exemple, se développent des confréries qui s'étendent aujourd'hui dans le monde entier, à la faveur du phénomène diasporique. C'est ainsi qu'au Sénégal, les Mourides, nés à la fin du XIX^e siècle d'un fondateur Ahmadou Bamba, prennent une importance de plus en plus impressionnante ; leur ville sainte de Touba, à 250 km à l'est de Dakar, étant passée de 50 000 à 500 000 habitants en un demi-siècle, fait figure de vaste agglomération entièrement vouée à la religion, elle est devenue un lieu de pèlerinage, les fidèles, très nombreux dans une diaspora sénégalaise, elle-même très importante, y venant d'un peu partout. A l'heure où le pèlerinage à la Mecque, faisant nécessairement l'objet de quotas très sévères, est réservé à une minorité, il est à prévoir que d'autres rassemblements en d'autres lieux réuniront des millions de croyants aux dates rituelles. C'est toute une géographie nouvelle des religions qui se met en place, sans qu'on s'en aperçoive toujours et où l'Afrique jouera un rôle essentiel.

Le Christianisme n'est pas en reste, le meilleur exemple étant peut être la basilique Notre-Dame-de-la-Paix de Yamousoukro. Construite selon les vœux du président Houphouët-Boigny au cœur de la nouvelle capitale de la Côte-d'Ivoire, étant à l'heure actuelle le plus grand édifice religieux du monde, copie conforme de la basilique Saint-Pierre-de-Rome pour ce qui concerne son apparence extérieure et en même temps chef d'œuvre de précision électronique pour ce qui concerne son fonctionnement, elle devient peu à peu elle aussi un lieu de pèlerinage appelée à se développer lorsque la Côte-d'Ivoire aura repris son envol ; mais un lieu de pèlerinage international, les Chrétiens du Sahel s'y rendant déjà en nombre. Ceux qui critiquent le geste d'Houphouët sont souvent les mêmes que ceux qui craignent une expansion sans limite de l'Islam, ce qui manque pour le moins d'esprit d'observation. L'ancien Président a d'ailleurs pris les plus grandes précautions et conclu avec le Vatican un traité qui, sans faire du lieu un espace extraterritorial, en réserve définitivement la gestion aux autorités romaines.

A prendre du recul, à considérer l'expansion rapide des Evangélistes au Sud du Sahara, à mesurer les progrès de l'Islam, on se rend compte à quel point l'Afrique est devenue un enjeu majeur pour les religions qui se la partagent. Jusqu'à présent, les relations des diverses confessions sont restées sereines, dans un contexte très éloigné de ce qui peut se passer ailleurs, notamment dans certains pays musulmans. La liberté religieuse n'y est pas un vain mot ; y ont persisté des habitudes qui en étonnent souvent plus d'un : cependant qu'il présidait la Conférence islamique, le Président du Sénégal, Abdou Diouf, accompagné de son épouse, reçut un jour le Pape en visite officielle et la Présidente, elle-même catholique-marionite, alors que toutes les télévisions du monde, en particulier du monde islamique, étaient braquées sur elle, mit un genou à terre pour saluer le Saint-Père en lui baisant la main...

L'habitude persista longtemps chez de nombreuses familles musulmanes d'inscrire les enfants dans les écoles chrétiennes, où elles estimaient que l'éducation était meilleure. Les conversions étaient très rares, mais pouvaient se produire. L'honnêteté oblige à dire qu'elles sont beaucoup moins acceptées aujourd'hui. L'archevêque de Dakar, le cardinal Théodore-Adrien Sarr, avec lequel je m'en entretenais récemment, m'a dit avoir fait l'objet de « *représentations* » de la part de l'actuel Président, Abdoulaye Wade, membre de la Confrérie des mourides, à propos de deux jeunes prêtres qui venaient d'être ordonnés alors qu'ils étaient issus de familles musulmanes...

Il faut espérer que la tolérance l'emporte sur un continent qui a été jusqu'à présent exemplaire de ce point de vue. Ce sera aussi un pari majeur du XXI^e siècle, les Musulmans africains devant à terme constituer la majorité au sein de l'Islam mondial.

UN CONTINENT DES PASSAGES

L'histoire de l'Afrique a fait de grands progrès ces dernières décennies. L'obstacle de l'absence de sources écrites, du moins avant le XV^e siècle et les premiers établissements portugais, a été contourné par l'utilisation, sur le terrain, des méthodes de l'archéologie et aussi par une meilleure utilisation de la transmission orale. On peut parler désormais d'une historiographie africaine, qui, avec ses caractéristiques propres, de plus en plus se développe pays par pays, l'historien Théophile Obenga, saluant récemment par exemple, à la faveur de la publication d'un ouvrage synthétique sur l'histoire du Congo, « *la naissance de l'historiographie congolaise* ».

Dans l'ensemble, les peuples africains apparaissent comme des peuples migrants, glissant au fil des générations d'une région à une autre, en particulier le long des grandes voies d'eau naturelles que constituent les fleuves et les rivières. Ces migrations n'ont pas complètement disparu avec l'époque coloniale et, aujourd'hui encore, mais principalement à l'intérieur des nouveaux Etats, beaucoup d'Africains se déplacent au fil des saisons, en fonction notamment de leur travail. Pour autant, de grands courants migratoires ont subsisté après la formation de nouveaux Etats et, si la Côte-d'Ivoire est passée de 3 millions d'habitants en 1945 à 21 millions aujourd'hui, elle le doit en grande partie aux migrants venus des pays voisins.

Achille Mbembe a bien mis en évidence un perpétuel brassage des populations, qui a toujours été « *la règle* » en Afrique « *que ce soit à la faveur des guerres, des échanges commerciaux, des transactions d'ordre religieux ou des alliances* », observant que, par exemple, en Afrique australe, « *loin de constituer des unités closes, les entités ethniques sont si enchevêtrées, aussi bien sur le plan culturel, linguistique que territorial, que des rapports étroits les unissent de l'Afrique du Sud au Mozambique, au Zimbabwe, au Botswana, au Lesotho ou au Swaziland* ».

Par delà les circonstances politiques, économiques ou sociales, c'est une caractéristique fondamentale de l'âme africaine que ce besoin de changer perpétuellement de lieu de vie – si du moins les conditions le permettent, ce qui n'est plus toujours le cas aujourd'hui. La vision de l'Africain s'est en quelque sorte dédoublée.

D'un côté, l'Etat-nation s'est consolidé, du moins dans la plupart des situations. Toutes sortes de considération expliquent l'accélération du processus par rapport à d'autres continents, l'Europe ou l'Asie. Ce qui a pris des siècles pour voir s'affirmer une conscience nationale en France ou, à plus forte raison, en Allemagne n'aura pris ici que quelques dizaines d'années. En un sens, on peut estimer que les nouvelles entités sont fragiles – c'est vrai –, mais peut-être beaucoup moins qu'on ne le croit. On peut le remarquer dans le nationalisme sportif, qui a d'ailleurs joué un rôle majeur dans la cristallisation nationale dont on ne tarde pas à voir la force lorsque des conflits surgissent à l'horizon.

D'un autre côté, l'Africain ne regardera jamais ses voisins comme des étrangers. Les liens transfrontaliers, ethniques ou linguistiques sont très forts et continuent à faire vivre une identité trans-étatique. Accompagnant un ami ivoirien au Ghana, je vais chez ses ancêtres Akan ; et combien de fois aurais-je vu Amara Essy, l'ancien ministre des Affaires étrangères d'Houphouët-Boigny, téléphoner à Kofi Annan, le Secrétaire général des Nations Unies, les deux hommes parlant la même langue et étant nés à quelques kilomètres l'un de l'autre, mais des deux côtés de l'ancienne frontière franco-britannique.

Ces phénomènes ne sont pas propres à l'Afrique, certes, et Lorrain que je suis, je connais l'attraction et la répulsion que peuvent éprouver l'une pour l'autre des populations frontalières. En Afrique, toutefois, c'est un phénomène général qui grave dans les consciences la nostalgie d'une africanité à laquelle l'histoire reviendra.

Avec la formation des unions régionales, le retour à une plus grande mobilité se signale d'ailleurs aujourd'hui. En Afrique occidentale, en Afrique centrale, en Afrique orientale, en Afrique australe, une révolution silencieuse est à l'œuvre. Ces tout derniers temps, non seulement les modalités administratives du passage des frontières ont été considérablement simplifiées (suppression des visas, carte verte d'assurance-auto), mais l'achèvement en cours des systèmes routiers accélère un processus appelé à un grand développement. Aujourd'hui, par exemple, mais depuis seulement quelques mois, on peut prendre un bus confortable à Nouakchott pour se rendre à Bamako, avec un service quotidien d'autant plus régulier qu'il

est entre les mains d'entreprises privées. A Bamako, on trouvera une correspondance pour Abidjan, Lomé, Cotonou, Accra ou Lagos. Si l'Afrique centrale est un peu en retard, elle est quand même en train de créer une compagnie aérienne régionale et elle a fait de l'achèvement de son réseau routier une de ses priorités. On va facilement de Yaoundé à Libreville, bientôt à Brazzaville et même à Bangui. Dans quelques années, grâce à l'aide de l'Union européenne et au concours des Chinois, des Japonais ou autres Brésiliens, l'Afrique pourra se comparer aux Etats-Unis, où le réseau de bus a joué un si grand rôle dans l'intégration nationale. L'idée qu'une vraie fédération des unions régionales verra le jour n'est plus une utopie. Elle se concrétisera d'autant plus facilement que les peuples auront retrouvé, mais à une toute autre échelle, celle de la modernité, la possibilité de se fréquenter sans cesse les uns les autres.

UN CONTINENT VERT

L'image que se font de l'Afrique beaucoup de gens, y compris certains Africains eux-mêmes, est caricaturale et très éloignée de la réalité. L'idée selon laquelle le continent est surpeuplé ne se vérifie qu'en certains endroits, dans certains pays. Les différences de peuplement d'une région à l'autre sont considérables et il existe encore d'immenses massifs forestiers. De plus, les aléas de la vie, notamment depuis les indépendances, ont contribué à renforcer les processus d'urbanisation et nombreuses sont les contrées où le sous-développement procède d'abord d'un déficit de population.

Si on prend l'exemple du Congo-Brazzaville, avec ses 342 000 km², il a seulement à peine 4 millions d'habitants, dont plus de la moitié sont concentrés dans les deux principales agglomérations. Pour le reste, la densité humaine n'atteint pas 5 habitants au km² et les terres cultivables ne sont exploitées qu'à 5 % des possibilités... Le gouvernement actuel encourage le retour à la terre avec d'autant plus de conviction que le Congo est loin de se suffire à lui-même du point de vue alimentaire : cultures céréalières, élevage se développent, mais à un rythme encore très faible. Pour autant, la natalité reste forte et le pays devrait dépasser les 10 millions d'habitants à l'horizon 2050, ce qui est encore très raisonnable, même si on doit se rappeler qu'il n'avait pas atteint le premier million d'habitants en 1960.

Bref, tout est à entreprendre, mais il n'est nullement impossible de réussir. Faut-il envisager, comme cela a commencé ailleurs, à Madagascar par exemple, des contrats de concession qui, conclus par des entreprises chinoises, japonaises ou autres, permettraient la constitution de vastes complexes afro-industriels à l'échelle des terres vacantes ? Je ne vois pas ce qui pourrait l'empêcher, le monde de demain aura horreur du vide et la question est moins celle du principe que des modalités des opérations. Si celles-là se développent, on peut imaginer que la Banque mondiale supervise les nouvelles formes de coopération en s'assurant à la fois de la préservation de la nature et de l'intérêt des populations locales. Des contrats-types pourront être définis et des mesures spéciales prises contre la corruption. Investissements étrangers massifs, emploi local, garantie réciproque des ressources, un modèle peut facilement se dégager dans l'intérêt réciproque des contractants.

Dans un siècle où la population continuera à croître rapidement, jusqu'à 7, 8 ou 9 milliards d'habitants, avant de se stabiliser, espère-t-on, puis de diminuer très lentement, l'enjeu est maximal : les évaluations des experts montrent que le seul Soudan, avec ses 2 500 000 km², pourrait, au prix d'une exploitation rationnelle, nourrir toute l'Afrique ! L'ensemble du continent est ainsi appelé à devenir l'un des premiers greniers du monde.

Ses ressources forestières, longtemps surexploitées du temps de la colonisation et dans les décennies qui ont suivi les indépendances, sont aujourd'hui en voie d'être mieux protégées. Le point de non-retour n'avait pas toujours été atteint fort heureusement et, par exemple, le bassin du fleuve Congo est le deuxième poumon de la planète après celui de l'Amazonie. Les dirigeants africains ont pris conscience non seulement de la nécessité de perpétuer cette richesse, mais aussi de se prémunir contre un réchauffement mortel de la planète en permettant à la forêt équatoriale de jouer son rôle modérateur. De nouvelles plantations ont lieu qui, sous des cieux favorables, peuvent s'élever à grande vitesse.

Pour l'essentiel, le continent africain est un continent humide et l'aménagement de ses innombrables cours d'eau est à peine commencé. La capacité hydro-électrique est énorme et un aménagement complet du bassin fluvial du Congo, par exemple, fournirait à lui seul l'équivalent de la production française d'électricité. Nul doute qu'un jour il n'en soit ainsi. On en est évidemment loin aujourd'hui et, par exemple, en République démocratique du Congo, le grand barrage d'Inga II ne fonctionne que partiellement, trois de ses turbines ayant été cannibalisées pour servir à l'entretien des quatre turbines restantes... Toutefois, ce sont là des dysfonctionnements liés au chaos politique et, dans l'ensemble, les choses progressent. Sur l'autre rive du fleuve, des entreprises chinoises construisent d'autres barrages et développent une interconnexion à l'échelle nationale, en se préparant à l'étendre à toute la région.

D'une énergie renouvelable et non polluante, objectif majeur d'un monde où les ressources fossiles s'épuisent, l'Afrique sera bientôt le champion.

UN CONTINENT ROUGE

C'est qu'un autre versant de l'Afrique est rouge comme les dunes du Sahara, comme ses roches désertiques, rouge comme le soleil. C'est, on le sait maintenant, sur ce sol aride que repose la principale chance pour le monde actuel d'échapper à la fatale menace d'une réduction draconienne de l'énergie disponible. Les projets dont on peut déjà esquisser la trame ne sont pas utopiques. Le Maroc vient de lancer un programme de centrales solaires dans le sud du pays, qui devraient dès 2020 couvrir près d'un quart des besoins du royaume, des besoins au demeurant en pleine expansion.

On publie déjà la cartographie de cet ensemble sans précédent, des centaines de centrales reliées les unes aux autres et en communication avec l'Europe : percevant leur part, les pays du Maghreb deviendraient les premiers fournisseurs de l'Union européenne. Fait significatif, les schémas proposés ne dessinent aucune relation avec le Sud, alors que les besoins du Sahel auront beaucoup progressé d'ici la mise en œuvre de l'un des plus grands projets de fourniture indéfinie d'énergie renouvelable.

En réalité, sans trop solliciter le futur, il est facile d'imaginer un continent africain tout entier voué aux formes d'énergie propre, une gigantesque plate-forme au cœur du monde de demain. Cela n'ira pas sans une industrialisation liée aux immenses ressources minérales de l'Afrique. Les entreprises exploitant les minerais de fer, d'aluminium ou d'uranium auront créé leurs complexes, souvent en bord de mer, comme au Sahara, au Sénégal, en Guinée, au Nigeria, en Angola et ainsi de suite, l'avance technologique de l'Afrique du Sud lui donnant un rôle majeur. C'est ainsi, dans 20, 30 ou 40 ans, une Afrique nouvelle qui sera devenue un centre de ressources vital pour un monde dont les pôles d'activité se seront, au moins en partie, inversés.

Ce sera d'autant plus frappant que les phénomènes migratoires auront commencé à se renverser. C'est vers l'Afrique qu'afflueront les nouveaux techniciens, en Afrique que se créeront les nouveaux campus, sans parler des touristes, notamment des personnes âgées, qui ont commencé à y trouver le havre de prédilection qu'elles recherchent, singulièrement durant la mauvaise saison.

UN CONTINENT DE LA JEUNESSE

D'un point de vue strictement démographique, l'Afrique est de loin le continent le plus jeune de la planète, les moins de 20 ans représentant largement plus de la moitié de la population et le phénomène devant s'accroître encore dans les deux générations qui viennent. C'est d'ailleurs *a priori* une faiblesse sans nom, les efforts fournis en faveur de la scolarisation étant toujours insuffisants devant l'afflux des enfants toujours plus nombreux et un chômage massif frappant les jeunes dans une majorité de cas.

Il n'est toutefois pas raisonnable de s'en tenir à un diagnostic d'économistes de bureau – à moins de croire que l'humanité régresse de façon durable, on ne peut s'en tenir à une constatation purement statistique. La jeunesse restera une chance dans un monde par ailleurs vieillissant et elle donnera à l'Afrique au moment – il est proche – où elle va s'ébranler toute la force dont elle sera capable.

A cet égard, il ne faut pas commettre d'erreur d'analyse. Certes, comme partout ailleurs dans le monde, comme ce fut toujours le cas dans l'histoire, la jeunesse africaine peut se laisser entraîner dans de sinistres aventures. Les exemples de jeunes miliciens fanatiques et impitoyables ne manquent pas dans un continent longtemps en proie aux guerres civiles et à une circulation intense de drogues de toute sorte.

De nouveau, la réalité de faits incontestables, cruels et parfois génocidaires n'épuise pas le sujet. Au fond d'elle-même, la jeunesse africaine n'est pas différente de ses homologues à travers le monde.

Initié aussi jeune que les autres à la communication contemporaine, l'Africain n'a pas fondamentalement d'autres désirs. Il s'adapte particulièrement vite aux nouvelles technologies et, à cet égard, le succès très rapide du téléphone portable, qui a pratiquement remplacé le téléphone fixe, est très révélateur. Les réseaux sont, de plus, souvent africains, sud-africains, égyptiens ou marocains et la traînée de poudre a été la même partout. Le premier opérateur à se lancer dans l'aventure en Mauritanie avait, il y a quelques années, estimé le marché à 60 ou 80 000 clients la première année ; il y en eut près d'un million et, désormais, l'équipement de l'Afrique est dans ce domaine comparable aux autres régions du monde, environ deux portables pour trois habitants. Dans des pays où les transports restent difficiles et qui sont marqués par l'existence de diasporas très nombreuses, le nouveau moyen est devenu indispensable, à peine le temps d'en parler.

En dépit du chômage de masse ou à cause de lui, la pression de la jeunesse sur les gouvernements sera de plus en plus forte. Elle devrait aller dans le sens d'un développement économique et social plus rapide. La place des femmes dans ce processus est difficile à déterminer. Traditionnellement, la femme africaine, sans faire exception au phénomène général de l'oppression masculine, aura été plus indépendante que ses semblables dans d'autres régions du monde. C'est le cas, par exemple, au Sahel, où on n'a pas attendu notre époque pour voir les femmes africaines conduire leur activité commerciale à travers les

frontières. Cette avance relative, observable également au plan psychologique, n'a pas débouché jusqu'à présent dans le domaine politique, où les femmes doivent souvent se contenter de faire de la figuration. On a pourtant déjà vu des femmes Premier ministre, y compris dans un pays majoritairement musulman comme le Sénégal, et c'est une femme qui est aujourd'hui le chef de l'Etat du Liberia. Il existe également des associations qui œuvrent pour réserver aux femmes une place plus importante, sans que quiconque parle encore de parité, mais, à dire vrai, l'intérêt des jeunes femmes semble assez limité pour une vie politique trop proche encore des luttes de clan où la mère, l'épouse, la fille, la maîtresse, on dit ici le deuxième bureau, retrouvent leur place ancestrale dans les intrigues du pouvoir.

LE CONTINENT DE L'AVENIR ?

Par définition, l'avenir n'existe pas. Par expérience, il est imprévisible, la fin du XX^e siècle nous ayant apporté de nouvelles technologies que seule la science fiction nous avait permis d'imaginer, tout en répandant de nouvelles maladies contagieuses et mortelles, qui ne sont peut-être que le prélude à des virus dont la science nous apprend qu'ils sont innombrables. L'humanité est toujours en sursis et sans doute en ira-t-il toujours ainsi – c'est sa grandeur de ne pas perdre courage dans un monde foncièrement hostile.

En Afrique, en dépit de certaines apparences liées à la perpétuation de régimes oppressifs et à la poursuite de certains conflits, plusieurs signes favorables sont à relever et, en premier lieu peut-être, l'explosion du milieu artistique. C'est vrai depuis longtemps dans le domaine musical. Nées tardivement, les littératures anglophones, francophones, lusophones ou arabophones ont largement fait leur preuve. Le théâtre s'est beaucoup développé, le cinéma également, en dépit d'un manque crucial de moyens – et de l'absence de salles de cinéma dans la plupart des pays. C'est sans doute dans le domaine des arts plastiques que les plus grands changements se sont produits : confinés pendant longtemps dans la reproduction des formes héritées d'une tradition ethnico-religieuse, les plasticiens se sont affranchis et tiennent maintenant une place de choix sur une scène internationale où leur authenticité tranche souvent avec des formes convenues qui n'ont cessé d'envahir le monde.

L'art africain est diasporique par nature et il s'est inscrit à son tour dans une logique marchande, qui lui réussit d'ailleurs assez bien. Masques traditionnels, toujours plus cotés – on a vu un masque fang du XIX^e siècle atteindre 2 millions de dollars – et œuvres contemporaines se partagent les amateurs. Ils sont sans doute d'autant plus nombreux qu'on ne doute plus aujourd'hui du rôle joué par l'art africain dans la genèse de l'art contemporain, les masques ayant inspiré la grande rupture esthétique qu'aura été le cubisme. Une légende tenace sur les rives du Congo ne veut-elle pas que Picasso ait fait le voyage de Brazzaville avant la Première Guerre mondiale ?

Je plaide ici pour défendre une autre vision des diasporas à travers la planète. Elles ne sont pas nécessairement sans retour et surtout elles ne sont pas seulement un appauvrissement des pays d'origine. L'émigré garde le plus souvent des liens avec son pays d'origine et il contribue de diverses manières à son développement, à la fois par l'aide qu'il peut apporter à ses proches et, surtout, par l'ouverture au monde qu'en quelque sorte il incarne, à plus forte raison quand il a réussi son insertion dans une autre société, ce qui, à bien y réfléchir, est souvent le cas, certains espaces tels que l'Amérique du Nord étant il est vrai plus favorables à cet égard que, par exemple, la vieille Europe.

Au surplus, les choses peuvent changer et, dans le cas d'espèce, elles ont commencé discrètement à le faire, en premier lieu du fait des contraintes économiques. La sclérose des sociétés européennes, leur impossibilité historique à vaincre le chômage, en grande partie liée au refus de toute flexibilité du travail, découragent désormais l'immigration et laissent entrevoir un renversement des courants migratoires. A mon sens, ce mouvement s'accélérera dans les décennies qui viennent, au fur et à mesure que l'Afrique sortira, pour reprendre le mot d'Achille Mbembe, de « *la grande nuit* » qui aura été la sienne.

Comme le remarque l'auteur de *l'Essai sur l'Afrique décolonisée*, celle-là est d'ores et déjà elle-même plurielle à un degré très élevé, « *un univers créole* » associant autochtones, conquérants, marchands, zélotes et aussi main-d'œuvre plus ou moins servile, des Arabes aux Européens, des Malais, des Maliens ou des Chinois, des Libanais, des Syriens aux Indo-Pakistanaïes.

Un monde aussi complexe n'échappera pas à de nombreuses contradictions, y compris au plan des rapports personnels des gens entre eux. Avec une lucidité exceptionnelle, Mbembe développe l'exemple de l'homosexualité, évidemment présente partout et même en expansion dans la jeunesse et pourtant généralement maudite sur le continent africain, punie de mort dans de nombreux Etats, pourchassée par des tueurs en Ouganda alors que, dans le pays-phare du continent, la Cour suprême de Bloemfontain a imposé la reconnaissance du mariage homosexuel et de l'adoption. Il est vrai que les mêmes différences se font jour entre les Etats fédérés américains et que cette question, finalement symbolique, est en passe, avec l'avortement, de devenir un paramètre essentiel de la vie politique dans le monde.

En définitive, l'Afrique n'échappera pas plus que les autres continents aux contradictions de notre époque, mais elle les vivra à sa façon et il n'en reste pas moins que le tropisme africain jouera un rôle important dans les nouvelles configurations de la Terre. L'Occidental s'est trompé sur ce continent, qui rime pour lui avec la misère. C'est l'image toujours recommencée qu'en donnent les organisations humanitaires, en misant sur la charité publique pour leur financement. Certes, les événements météorologiques, notamment les sécheresses, les conflits armés, spécialement les guerres civiles, auront plongé des populations entières dans des drames sans fin. C'est vrai partout dans le monde, même si le phénomène est plus frappant dans une Afrique post-coloniale longtemps à la dérive que sous d'autres latitudes.

La misère est encore la première plaie d'Afrique et elle ne sera résorbée que très progressivement. Cependant, l'Africain ressent au fond de lui-même et mieux que personne la joie de vivre qui s'exprime partout, du matin jusqu'à la nuit. Pour paraphraser Talleyrand, je serais tenté de dire que celui qui n'aura pas goûté la douceur de la nuit africaine, qui n'aura pas partagé la chaleur de ses musiques et de ses danses, non, décidément, celui-là n'aura pas pleinement connu le bonheur de vivre.